

# VD\_GERICHTE PE14.011257 vom 7. September 2017

VD Tribunal cantonal, 2017-09-07, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_gerichte\\_PE14.011257](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_PE14.011257)

FR: VD\_GERICHTE PE14.011257 du 7 septembre 2017

IT: VD\_GERICHTE PE14.011257 del 7 settembre 2017

## Erwägungen

### E. 4.1

L'appelant fait ensuite valoir qu'il devrait bénéficier des circonstances atténuantes résultant de la violation du principe de célérité et de l'art. 48 let. e CP. Il rappelle qu'il est né en 1953, qu'il a été arrêté en mars 2014 et jugé en septembre 2017 et que, le 22 mars 2016, le Tribunal des mesures de contrainte avait imparti un délai au Ministère public pour clore son instruction.

### E. 4.2

L'art. 29 al. 1 Cst. garantit à toute personne, dans une procédure judiciaire ou administrative, le droit à ce que sa cause soit traitée dans un délai raisonnable. A l'instar de l'art. 6 par. 1 CEDH, qui n'offre à cet égard pas une protection plus étendue, cette disposition consacre le principe de la célérité en ce sens qu'elle prohibe le retard injustifié à statuer. Aux termes de l'art. 5 al. 1 CPP, les autorités pénales engagent les procédures pénales sans délai et les mènent à terme sans retard injustifié. L'autorité viole cette garantie lorsqu'elle ne rend pas une décision qu'il lui incombe de prendre dans le délai prescrit par la loi ou dans le délai que la nature de l'affaire et les circonstances font apparaître comme raisonnable (ATF 130 I 312 consid. 5.1). Le caractère raisonnable du délai s'apprécie selon les circonstances particulières de la cause, eu égard notamment à la complexité de l'affaire, à l'enjeu du litige pour l'intéressé, à son comportement ainsi qu'à celui des autorités compétentes (ATF 135 I 265 consid. 4.4 ; ATF 130 I 312 consid. 5.1). A cet égard, il appartient au justiciable d'entreprendre ce qui est en son pouvoir pour que l'autorité fasse diligence, que ce soit en l'invitant à accélérer la procédure ou en recourant, le cas échéant, pour retard injustifié (ATF 130 I 312 consid. 5.2). Enfin, on ne saurait reprocher à l'autorité quelques temps morts, qui sont inévitables dans une procédure. Lorsqu'aucun d'eux n'est d'une durée vraiment choquante, c'est l'appréciation d'ensemble qui prévaut. Des périodes d'activité intense peuvent donc compenser le fait que le dossier a été laissé momentanément de côté en raison d'autres affaires (ATF 130 IV 54 consid. 3.3.3 ; ATF 130 I 312 consid. 5.2).

- 18 - L'art. 48 let. e CP conduit à l'atténuation de la peine à la double condition que l'intérêt à punir ait sensiblement diminué en raison du temps écoulé depuis l'infraction et que l'auteur se soit bien comporté dans l'intervalle. La jurisprudence admet qu'il s'est écoulé un temps relativement long au sens de l'art. 48 let. e CP lorsque les deux tiers du délai de prescription de l'action pénale ont été atteints. Le juge peut toutefois réduire ce délai pour tenir compte de la nature et de la gravité de l'infraction (ATF 140 IV 145 consid. 3.1 ; ATF 132 IV 1 consid. 6.2). Pour déterminer si l'action pénale est proche de la prescription, le juge doit se référer à la date à laquelle les faits ont été souverainement établis et non au jugement de première instance (moment où cesse de courir la prescription selon l'art. 97 al. 3 CP). Ainsi, lorsque le condamné a fait appel, il faut prendre en considération le moment

où le jugement de seconde instance a été rendu dès lors que ce recours a un effet dévolutif (cf. art. 398 al. 2 CPP ; ATF 140 IV 145 consid. 3.1 ; ATF 132 IV 1 consid. 6.2.1).

#### **E. 4.2.2**

; TF 6S.199/2006 du 11 juillet 2006 consid. 4 in fine). En effet, selon la jurisprudence constante du Tribunal fédéral, le principe de l'individualisation de la peine et le large pouvoir conféré par la loi au juge du fait dans la fixation de celle-ci conduisent nécessairement à une certaine inégalité dont le législateur s'est accommodé. Les diverses pondérations entre les critères déterminants sont notamment la conséquence de la libre appréciation des preuves par le juge du fait et de l'important pouvoir dont il dispose. De ce point de vue, il faut considérer que même des cas identiques ou semblables se différencient en général de manière importante en ce qui concerne les points déterminants pour la mesure de la peine. Pour ces raisons, une inégalité dans la fixation de cette dernière ne suffit en elle-même pas pour conclure à un abus du pouvoir d'appréciation. Aussi longtemps que la sanction se cantonne dans les limites légales du champ pénal, qu'elle se fonde sur toutes les considérations essentielles et qu'elle n'excède pas le pouvoir du juge, les différences dans sa fixation doivent être considérées comme une conséquence inhérente à notre système juridique (Wiprächtiger/Keller, Basler Kommentar, Strafrecht I, 3e éd., 2013, n. 203 ad art. 47 CP). Les disparités en cette matière s'expliquent normalement par le principe de l'individualisation des peines, voulu par le législateur (ATF 135 IV 191 consid. 3.1 ; TF 6B\_793/2011 du 26 janvier 2012 consid. 4.3). Des comparaisons sont souvent établies avec des peines infligées à des auteurs impliqués dans des cas prétendument semblables. De telles comparaisons n'aboutissent en général pas à une modification de la sanction (Wiprächtiger/Keller, op. cit., n. 212 ad art. 47 CP), pour les raisons évoquées. Ainsi, si la prise en compte d'une inégalité de traitement est en principe adéquate, elle ne sera opérante qu'exceptionnellement, la comparaison avec les peines prononcées étant généralement stérile, dans la mesure où il existe presque toujours des circonstances objectives ou subjectives dont le juge doit tenir compte dans chaque cas et qui le conduisent à individualiser la peine (ATF 123 IV 49 consid. 2e ; ATF 116 IV 292, JdT 1992 IV 104). La référence à un ou deux précédents où des peines clémentes ont été prononcées n'est pas suffisante pour prétendre à l'égalité de traitement (ATF 120 IV 136 consid. 3a ; ATF 114 Ib 238). La jurisprudence a affirmé la primauté du principe de

- 21 - la légalité sur celui de l'égalité. Il ne suffit pas que la loi ait été mal appliquée dans un cas pour que le prévenu puisse prétendre à un droit à l'égalité dans l'illégalité (ATF 122 II 446 consid. 4a ; ATF 124 IV 44 consid. 2c ; TF 6S.270/2005 du 25 septembre 2005). Néanmoins, l'idée de ne pas créer un écart trop important entre deux coprévenus qui ont participé ensemble au même complexe de faits délictueux est soutenable (ATF 123 IV 150 consid. 2b). Ainsi, l'exigence d'égalité s'apprécie notamment au regard de ce qui est comparable, notamment les activités et les rôles respectifs des coprévenus dans la perpétration commune d'infractions. Ce n'est que si le résultat auquel le juge est parvenu apparaît vraiment choquant, compte tenu notamment des arguments invoqués et des cas examinés par la jurisprudence, que l'on peut alors parler d'un véritable abus du pouvoir d'appréciation (ATF 123 IV 49 ; TF 6B\_334/2009 du 20 juillet 2009 consid. 2.3 ; Dupuis et alii, Petit commentaire du Code pénal, Bâle 2017, 2e éd., n. 2a ad art. 47 CP ; Favre/Pellet/Stoudmann, Code pénal annoté, 3e éd., Lausanne 2011, n. 1.12 ad art. 47 CP).

#### **E. 4.3**

En l'espèce, la lecture du procès-verbal des opérations permet de constater que l'enquête a débuté avec l'arrestation de l'appelant, le 31 mai 2014, et s'est achevée avec la notification de l'acte d'accusation, le 1er juin 2017. Les débats ont immédiatement été fixés au 5 septembre 2017. L'enquête s'est poursuivie sans désespérer. S'il y a eu des périodes de quelques mois sans entrée dans le procès-verbal, cela ne signifie pas qu'il ne s'est rien passé : il y avait des investigations en cours, telles que surveillances de télécommunications, commissions rogatoires, etc., dont le résultat n'est apparu qu'après coup. Il est vrai que, le 22 mars 2016, le Tribunal des mesures de contrainte avait estimé que le principe de célérité « pourrait être violé puisque l'instruction ne paraît plus se poursuivre sans désespérer » et exhorté le Procureur à engager l'accusation d'ici au 22 juin 2016. Toutefois, cette exhortation valait « sous réserve de mesures d'instruction que le prénommé (réf. : l'appelant) pourrait requérir ou de la découverte d'éléments nouveaux ». Le 7 juillet 2016, le Tribunal des mesures de contrainte a réexaminé la situation et considéré que le principe de célérité n'était pas violé. Le 22 novembre 2016, il a autorisé

- 19 - l'exploitation de données issues d'une surveillance téléphonique. Durant l'automne 2016, divers rapports de police ont encore été versés au dossier et l'audition récapitulative du prévenu a eu lieu. Après l'avis de prochaine clôture, envoyé le 25 novembre 2016, le Procureur, donnant suite à une réquisition de la défense (P. 136), a fait produire par diverses autorités judiciaires les jugements rendus contre d'autres trafiquants du réseau. Il n'y a pas de violation du principe de célérité. Les faits incriminés s'étendent entre le 30 avril 2011 et le 31 mai 2014. L'infraction grave à la LStup étant passible d'une peine privative de liberté d'un an au moins – et donc de vingt ans au plus (art. 40 al. 2 CP) –, le délai de prescription est de 15 ans (art. 97 al. 1 let. b CP). Or, 10 ans – soit les deux tiers – ne se sont pas écoulés depuis les faits les plus anciens. Il s'ensuit que l'application de l'art. 48 let. e CP est exclue, sans mentionner le fait que l'intérêt à punir n'a pas diminué, vu la durée des faits reprochés à l'appelant, ses antécédents et le fait que le trafic de stupéfiants constitue un grave problème de société. On ne peut en outre pas accorder au prévenu le crédit d'un bon comportement depuis les faits – auxquels seule son arrestation a mis fin – puisqu'il est en détention.

### **E. 5.1**

L'appelant demande enfin que sa peine soit comparée avec celle des autres membres du réseau.

### **E. 5.2**

Dans le cadre de la fixation de la peine, le recourant peut faire valoir une inégalité de traitement (ATF 134 I 23 consid. 9). En effet, dans l'exercice de son pouvoir d'appréciation, le juge doit respecter, en particulier, le principe d'égalité de traitement (art. 8 al. 1 Cst. ; ATF 120 IV 136 consid. 3a). S'il est appelé à juger les coauteurs d'une même infraction ou deux coprévenus ayant participé ensemble au même complexe de faits délictueux, il est tenu de veiller à ce que la différence des peines infligées aux deux intéressés soit justifiée par une différence dans les circonstances personnelles en fonction desquelles, conformément à l'art. 47 CP, la peine doit être individualisée (ATF 135 IV 191 consid. 3.2 ; ATF 121 IV 202 consid. 2b ; TF 6B\_207/2007 du 6 septembre 2007 consid.

- 20 -

### **E. 5.3**

Des jugements concernant d'autres membres du réseau figurent au dossier (P. 137-139, 143-146, 149, 150/3) : - [...] et [...], Nigériens aux casiers vierges, ont été condamnés à 5 ans. Ils étaient des réceptionnaires de la marchandise livrée par X.\_\_\_\_\_. Le 19 avril 2014, ils ont reçu 3,37 kg de cocaïne ; le 20, ils ont été arrêtés pendant les opérations de remise de cette drogue à divers grossistes. - [...], Nigérien déjà condamné pour séjour illégal, a été condamné à 8 ans. Il était aussi un réceptionnaire, mais on lui a imputé 4 livraisons d'un kilo de cocaïne au moins chacune et une cinquième livraison de 4,54 kg, après laquelle il a été interpellé, ainsi que le blanchiment de quelque 26'950 francs. - [...], Nigérien déjà condamné pour séjour illégal, a été condamné à 6,5 ans. Il est passé de vendeur de rue à grossiste. Il a détenu

- 22 - 209 fingers de cocaïne : il en a vendu 160 et le solde a été saisi. Il vendait aussi des ecstasies. - [...], Nigérien au casier vierge, a été condamné à 4 ans. Il était aussi un grossiste. Il a été arrêté porteur de 11 fingers de cocaïne, soit 108,1 g, avec un comparse qui était lui-même porteur de 25 fingers pour 245,2 g. La perquisition de l'appartement dont ils sortaient a permis la découverte de 954 g de cocaïne supplémentaire. Les juges ont retenu qu'il avait encore, précédemment, détenu et aliéné plusieurs centaines de grammes de cette drogue. - [...], Nigérien sans antécédent, a été condamné à 6,5 ans. Il avait organisé trois livraisons de cocaïne en Suisse, depuis les Pays-Bas, pour un total de 5,036 kg. - [...], Soudanais déjà condamné pour infraction à la LEtr, a été condamné à 4,5 ans. Il avait réceptionné avec un comparse les livraisons d' [...] et livré cette marchandise à des grossistes. - [...], Nigérien sans casier en Suisse mais déjà inquiété en Allemagne pour un important trafic, a été condamné à 18 mois. Il avait acheté 11 fingers de cocaïne en vue de les vendre. - [...], Nigérien sans antécédent, a été condamné à 7 ans. Il a réceptionné, en deux fois, un total de 7,4 kg de cocaïne, à distribuer à divers grossistes. 3,06 kg ont été saisis. - [...] et [...], Allemands, ont été condamnés respectivement à 4 ans et 3 mois et 3 ans et 3 mois. Ils ont effectué deux transports de cocaïne de 1 kg et 1,5 kg, de Hollande en Suisse. Au vu de ces éléments, il va de soi que les 136 transports internationaux effectués par l'appelant pour 272 kg de cocaïne doivent être plus lourdement sanctionnés que les cas décrits ci-dessus. Un rôle subalterne dans l'organisation ne saurait occulter l'ampleur de l'activité

- 23 - exercée. De plus, l'appelant a de mauvais antécédents – même si c'est dans un autre domaine – et n'a pas l'excuse des Nigériens qui tentent d'échapper à la misère. Il n'y a pas de violation du principe d'égalité de traitement. L'appel doit ainsi être rejeté. Appel joint du Ministère public

### **E. 6.1**

Le Parquet estime la peine trop clémente. Il ne met pas en avant d'autres éléments que ceux retenus par les premiers juges, mais est d'avis que ces éléments devaient conduire à prononcer une peine de 12 ans.

### **E. 6.2**

Les principes relatifs au pouvoir d'appréciation du juge ont été rappelés plus haut (consid. 3.2).

### **E. 6.3**

Dans son arrêt du 2 août 2016/268, la Cour de céans a confirmé une peine de 9 ans pour le chef d'une organisation criminelle. La peine de 10 ans est par conséquent adéquate et

suffisante pour un transporteur rémunéré et non associé. L'appel joint doit être rejeté également.

#### **E. 7**

En conclusion, l'appel de X.\_\_\_\_\_ et l'appel joint du Ministère public doivent être rejetés et le jugement entrepris confirmé. Me Robert Fox a produit une liste d'opérations à laquelle il faut ajouter le temps consacré à l'audience d'appel. Il sera par conséquent retenu, au tarif horaire de 180 fr., pour 2017 au taux de TVA à 8 %, 12,3 heures de travail, un déplacement à 120 fr. et des débours par 268 fr., soit la somme de 2'680 fr. 55, et pour 2018 au taux de TVA à 7,7 %, 1,7 heure de travail et 120 fr. pour la vacation relative à l'audience d'appel, soit la somme de 458 fr. 80. L'indemnité totale s'élève ainsi à 3'139 fr. 35, TVA et débours compris.

- 24 - Les frais de la procédure d'appel, comprenant l'émolument, par 2'270 fr. (art. 21 al. 1 et 2 TFIP [tarif des frais de procédure et indemnités en matière pénale du 28 septembre 2010 ; RSV 312.03.1]), et l'indemnité du défenseur d'office de l'appelant, par 3'139 fr. 35 fr., soit au total 5'409 fr. 35, doivent être mis pour trois quarts à la charge de l'appelant, le solde étant laissé à la charge de l'Etat. L'appelant ne sera tenu de rembourser à l'Etat les trois quarts de l'indemnité en faveur de son défenseur d'office que lorsque sa situation financière le permettra.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.